Les enjeux de l'histoire dans le débat politique de l'Espagne d'isabelle II (1833-1868)

Benoît Pellistrandi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2716>

DOI : 10.4000/ccrh.2716

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 octobre 1994

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Benoît Pellistrandi, « Les enjeux de l'histoire dans le débat politique de l'Espagne d'isabelle II (1833-1868) », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 13 | 1994, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2716> ; DOI : 10.4000/ccrh.2716

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Les enjeux de l'histoire dans le débat politique de l'Espagne d'isabelle II (1833-1868)

Benoît Pellistrandi

- 1 Marqué par l'avènement heurté du libéralisme politique, s'ouvrant à la modernité culturelle par le biais du romantisme, l'Espagne d'Isabelle II offre à l'historien un champ très riche pour une recherche qui l'impliquerait lui-même. En effet, l'histoire y est à la fois une pratique culturelle et une culture politique. Jetons un regard sur les titres des conférences prononcées dans les *Ateneos*, que ce soit celui de Madrid ou ceux de province, l'histoire y est omniprésente¹. Souvent, ces conférences ont donné lieu à des publications plus étoffées qui donnaient à leur auteur l'indispensable statut d'historien et de philosophe par lequel il pouvait prétendre endosser un jour celui d'homme d'État. Martinez de la Rosa ne le fut-il pas ? Et plus loin dans le siècle, Antonio Canovas del Castillo ? Avec Manuel Moreno Alonso, on peut dire : « C'est un fait dans l'histoire politique du XIX^e siècle que l'obsession de l'histoire est présente en politique (depuis le recours aux exemples historiques aux Cortes de Cadiz jusqu'aux discours d'Emilio Castelar). En outre, l'histoire devient le premier soutien du politique. Rares seront les hommes politiques qui ne soient pas historiens et inversement. Jamais, peut-être comme au XIX^e siècle, on a fait aux Cortes autant d'allusions historiques et mobilisé des faits symboliques² ».
- 2 Cette mobilisation de l'histoire nationale aboutit, sinon à une vision en noir et blanc du destin de l'Espagne, au moins à la constitution de traditions différentes et opposées. C'est le thème des « deux Espagne » que développe Menendez Pidal dans *Los Españoles en la historia*. Sans cesse enrichi des combats politiques acharnés des deux derniers siècles, ce dualisme n'a, me semble-t-il, commencé à s'effacer que depuis deux ou trois décennies, au moins dans le monde universitaire, puis, plus récemment encore, dans les écoles. Demeurent ici où là des poches de résistance chez des nostalgiques rares et âgés qui veulent continuer à classer les Espagnols entre « orthodoxes » et « hétérodoxes ».

- 3 On pourrait étudier ce lent travail des historiens pour se dégager de ce cadre politique et parcourir à leur suite, dans un travail d'historiographie très classique, le chemin qui a vu l'impératif scientifique prendre le pas sur la sensibilité politique. Mais, et c'est ce que je me propose de faire, on peut aussi lire ces hommes politiques historiens du siècle précédent et, à condition de bien vouloir les prendre au sérieux, c'est-à-dire de croire qu'ils font autre chose que d'asséner des lieux communs (dont on oublie fréquemment que pour être communs encore a-t-il fallu qu'ils le deviennent et là on sait le type de travail qu'il faut faire pour dégager une histoire de la mémoire et de la culture historiques nationales). Une telle démarche impose d'accepter que connaissance historique et philosophie de l'histoire se mêlent intimement et qu'ensemble elles composent d'abord un arsenal rhétorique essentiel à la tenue du débat politique et aussi un appui véritable à une philosophie politique et sociale.
- 4 Achevons cette introduction en évoquant la chronologie. En 1833, le roi Ferdinand VII meurt et laisse le trône à une enfant, Isabelle âgée de deux ans. Commence alors une régence qui doit faire face à deux urgences : organiser une évolution politique susceptible de satisfaire les impatiences accumulées au cours de la « *decada ominosa* » tout en essayant d'empêcher que cela ne conduise à l'éclatement dynastique qui verrait don Carlos, frère du roi défunt prétendre au trône. Cette équation impossible, sûrement au-dessus des capacités politiques de la régente Marie-Christine, se brise dès que le Nord embrasse la cause carliste, plongeant ainsi le pays dans la guerre civile (fin 1833). Les concessions négociées et octroyées rangent Marie-Christine et la future reine Isabelle dans le camp libéral (*Estatuto Real* de 1834, Constitution de 1837). Ainsi fragilisée, la monarchie doit s'appuyer sur ceux qui, à travers elle, luttent contre un prolongement de l'Ancien Régime. Symbole extrême de cette alliance : le général Espartero, vainqueur militaire des troupes carlistes, négociateur de la paix de Vergara (1840), héros libéral qui peut accéder au pouvoir sans passer par la voie du *pronunciamiento*. Pour autant, cela ne pouvait pas ne pas s'achever par une épreuve de force. Marie-Christine, destituée de sa régence, puis de la tutelle de ses filles, quitte l'Espagne le 12 octobre 1841. Avantage au militaire libéral qui devient Régent. Deux ans plus tard, jouant sur les divisions profondes qui ont achevé l'unité des libéraux, profitant d'un mouvement général d'opposition à Espartero, Marie-Christine revient au pouvoir, fait proclamer majeure, à treize ans au lieu de quatorze, sa fille et prend appui sur la majorité « modérée ». Un sursaut de la guerre carliste, entre 1847 et 1849, l'embrasement révolutionnaire de l'Europe en 1848, ne viennent à bout de ce nouvel équilibre. Mais lorsque, impressionné par l'action politique autoritaire du prince président Louis Napoléon Bonaparte, le chef du gouvernement Bravo Murillo dévoile ses intentions autoritaires, il provoque une nouvelle agitation politique. Nouveaux troubles, nouvelles alternances : de 1854 à 1856, Espartero est revenu au pouvoir. Courte période de deux ans, cet intermède « progressiste » s'intercale entre deux fois onze ans de majorité « modérée ». Cette majorité « modérée » conduite par Narvaez et O'Donnell s'organise en parti l'Union « l'Union Liberal », dont José-Maria Jover Zamora explique qu'elle renouvelle le « modérantisme politique » en intégrant à sa pratique politique les réalités du capitalisme³. L'Union libérale réalise une synthèse qui permet ainsi une réelle stabilité qui pourtant, se brise, une fois encore, sur un mouvement populaire : « la révolution glorieuse » de 1868.
- 5 La question du pouvoir est en jeu pendant ces trente cinq ans. Quatre textes constitutionnels (1834, 1837, 1845 et projet constitutionnel progressiste de 1856) ont tenté d'établir le cadre juridique et politique d'un nouveau régime. Réalité de la

souveraineté, pouvoirs de la monarchie, fonction du parlement, définition du corps politique, relations entre l'État et l'Église : tels sont les enjeux permanents du débat politique, au moins jusqu'en 1856. Après la stabilisation opérée par le gouvernement Narvaez, l'urgence s'atténue et des diversions nationalistes (guerres africaines) offrent de nouveaux horizons à l'opinion. Cette conjoncture s'observe aussi dans la production littéraire historique. L'éminent spécialiste qu'est José-Maria Jover Zamora insiste sur cette périodisation qui, selon lui, permet de comprendre l'apparition des Histoires générales qui marquent la deuxième moitié du XIX^e siècle⁴. On pense évidemment à Modesto Lafuente dont *l'Historia General de Espana* a pour ambition d'être pour son siècle ce que fut celle du père jésuite Mariana au XVII^e. Mais il y a aussi les œuvres de Patxot y Ferrer, de Cavanilles, d'Aldama y Garcia Gonzalez, de Gebhardt. Au total, et uniquement pour ces auteurs, une suite de cinquante neuf forts volumes ! Déjà ces textes sont plus ceux d'historiens que de politiques et s'ils révèlent des options partisans, elles sont moins directement polémiques qu'auparavant. Aussi voudrais-je maintenant revenir à la période précédente au travers de deux exemples : ceux de Juan Donoso Cortes et de Fermin Gonzalo Moron.

- 6 Ce choix, au-delà de ce qu'il trahit comme avancement du travail, ne tient pas du seul arbitraire de l'enquête bibliographique. Je suis venu à Gonzalo Moron par Donoso Cortes. Celui-ci avait donné à la *Revista de Madrid*, en 1843, un compte rendu des premiers tomes du *Curso de Historia de la civilizacion de Espana* de Moron. Donoso Cortes, dans ce texte, s'écarte assez vite de Moron pour exposer sa philosophie de l'histoire et l'ambition que doit avoir l'historien lorsqu'il écrit. Ne serait l'aspect confus et forcément emphatique du discours, n'existeraient les préventions extrêmes des historiens d'aujourd'hui à l'égard de tout développement philosophique, j'aurais volontiers qualifié cet écrit de « discours de la méthode » de Donoso Cortes ! Aussi, tenant compte des remarques élogieuses portées sur l'œuvre de Gonzalo Moron⁵, suis-je allé lire les six tomes de son histoire de la civilisation en Espagne.
- 7 Des deux, Donoso Cortes semble le moins historien. Alors que Fermin Gonzalo Moron a toujours soin d'évoquer les sources (essentiellement littéraires), qu'il fournit des indications bibliographiques, qu'il rappelle l'effort entamé depuis le XVIII^e siècle de publications de collections diplomatiques (Florez, Masdeu ...), Donoso Cortes se lance tout de suite dans la généralisation. Il ne rappelle pas les faits, il les utilise. Mais toujours avec cette idée qu'ils disent le sens général de l'évolution historique. Or, chez Donoso Cortes, cette conception téléologique de l'histoire, certes courante à l'époque⁶, permet de saisir l'unité réelle de son œuvre. Toujours présenté comme un libéral doctrinaire dans la première partie de sa courte vie⁷, son passage au catholicisme ultramontain est attribué à sa conversion de 1847⁸. Vision qui fait ainsi l'économie de l'histoire dans la pensée de Donoso Cortes.
- 8 Il est frappant de constater que, dans ce court texte de 1843 (15 pages), on trouve la structure des premiers chapitres de *l'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme considérés dans leurs principes fondamentaux*, publié simultanément à Paris et à Madrid en 1851. C'est exactement le même schéma d'histoire universelle. Écoutons Donoso Cortes : « De la même façon qu'il faut, pour expliquer l'Humanité, remonter jusqu'au premier homme, et de celui-ci au premier ange, et de lui à Dieu, il est nécessaire pour expliquer complètement une civilisation donnée de remonter de civilisation en civilisation pour arriver à la civilisation primitive du genre humain. Tout ce qui est primitif est oriental, la géologie, la philosophie et la tradition le disent⁹. »

- 9 Suit alors un développement, vertigineux de rapidité, qui retrace l'évolution des principales civilisations. L'Orient fut panthéiste, fataliste et despotique. L'Europe, à travers la Grèce, donne naissance au principe de la liberté. Rome conjugue l'autorité et la liberté. Puis vint le Fils de Dieu : révolution du christianisme qui opère la véritable synthèse entre la liberté et l'autorité. Autorité de Dieu à qui le chrétien doit la plus humble obéissance, liberté de ce même chrétien face à l'État. Donoso Cortes tient là le principe essentiel de la civilisation européenne. Il montre comment l'Espagne d'abord romaine, puis chrétienne et renouvelée par les déferlements barbares du ve siècle, s'est trouvée ainsi modelée par l'Église. Défaites, les autorités et les élites romaines, ont été remplacées par les évêques qui ont su, et c'est l'épisode glorieux de la conversion de Reccared, c'est le sens de l'institution conciliaire, passer avec les rois wisigoths un contrat, contrat fondateur de la monarchie catholique en Espagne. La lutte contre l'envahisseur musulman, contre le despotisme oriental, a achevé de réaliser l'union, que Donoso Cortes qualifie de démocratique, entre l'Église, la monarchie et le peuple. « L'Espagne, écrit-il, a toujours conservé en toutes circonstances sa passion pour la démocratie et son amour de la Monarchie¹⁰ ». Dans un article publié lui aussi dans la *Revista de Madrid* en 1838¹¹, Donoso Cortes avait développé le même argumentaire et faisait du règne des Rois catholiques l'apogée de cette « monarchie absolue, démocratique et religieuse¹² ».
- 10 Face à de tels écrits, on comprend aisément le statut de l'histoire chez Donoso Cortes. Elle est le lieu où se lit le sens des sociétés humaines. Elle déroule les conséquences de la révélation divine qui, avec Jésus-Christ, s'est incarnée historiquement. Ne faisons donc plus de contresens. Si les textes de Donoso Cortes ont un sens – et pourquoi en auraient-ils moins que d'autres ? –, il est de nature politique. La question n'est pas de savoir si Donoso fait de la bonne ou de la mauvaise histoire, elle repose dans le fait de comprendre ce que cette histoire justifie. L'histoire chez Donoso Cortes est théologique. Il suffit pour s'en convaincre totalement de se reporter à ses *Estudios sobre la Historia*, programme d'études destiné à la reine Isabelle II : tout part de la création, l'histoire biblique (péché originel, meurtre d'Abel, déluge ...) constituant la source des origines de l'humanité¹³.
- 11 Fermin Gonzalo Moron, pour reprendre ce jeu de caractérisation, est moins théologien que Donoso. Il n'en attribue pas moins à l'histoire une fonction sociale. « L'Histoire est destinée à servir de phare lumineux pour aider l'homme à marcher à travers l'obscurité et l'erreur jusque vers le développement complet et l'amélioration de son existence individuelle et politique¹⁴. » Aussi comme pour Donoso devient-elle le lieu du sens des sociétés humaines ! L'histoire apprend à décrypter l'avenir. Elle sert de leçon. Banale conception, du reste bien peu nouvelle ! Gonzalo Moron en convient lui-même qui commence son travail par un chapitre historiographique qui part d'Hérodote et Thucydide pour arriver à Hegel et Guizot, en passant par Saint-Isidore de Séville, Mariana, Vico, Montesquieu, Voltaire, Chateaubriand et tant d'autres. Lui aussi brosse en guise d'introduction un tableau des civilisations, qui sont au nombre de quatre (l'orientale, la grecque, la romaine et la moderne). Un long chapitre qui cerne les caractères de la civilisation espagnole aboutit à la conclusion suivante : l'Espagne repose sur deux principes, le catholicisme et les libertés municipales. Autrement dit, l'on est guère loin de cette « monarchie absolue, démocratique et religieuse » que Donoso Cortes reconnaissait, en 1838, dans les Rois Catholiques. Tous ces développements trouvent leur signification sociale dans la volonté qui habite Moron de révéler aux Espagnols la voie qui est à emprunter, leur tendant ainsi « le miroir qui étend sur l'avenir la lumière du passé¹⁵ ».

». « Notre nation est appelée en ce siècle à une réorganisation politique : j'essayerai grâce à une analyse philosophique et minutieuse de la civilisation de l'Espagne de signaler ce qui est digne de vénération et de respect, et ce qu'il faut supprimer ou réformer¹⁶. »

- 12 Gonzalo Moron, à la différence de Donoso Cortes, n'utilise pas simplement l'histoire dans une visée philosophico-politique, ou théologique, plus large, il entend donner à l'historien un statut social « d'expert politique ». Gonzalo Moron, lui-même, brigua, avec succès, un siège aux Cortes et il devint, en 1844, député. Contrairement à Donoso Cortes vite séduit par les généralisations plurimillénaires, Gonzalo Moron, s'attachant à écrire l'histoire de l'Espagne, a un projet politique plus immédiat, comme le montre la précédente citation. Or, sa première proposition pratique – fait significatif – consiste en un appel à l'organisation des études historiques en Espagne¹⁷; et notre auteur de conclure : « Les peuples ne se civilisent pas avec des décrets, comme les hommes qui se jugent capables de gouverner parce qu'ils ont lu la *République* de Platon ou une quelconque théorie française; et les progrès des lois et de l'administration ne s'improvisent ni ne s'apprennent par pur instinct ou par réaction contre le passé : ils sont l'œuvre du travail des efforts intellectuels pour comprendre la nature humaine dans son abstraction et son développement historique¹⁸. » Ce plaidoyer s'achève sur la revendication du statut de science sociale pour l'histoire, la notion de science sociale renvoyant ici à l'utilité de l'histoire non seulement dans la compréhension de la société, mais dans son amélioration aussi, liant ainsi l'idée d'utilité sociale à celle de progrès. « La philosophie de l'histoire qui examine le passé, qui l'évalue au regard de l'avenir, qui étudie la marche de l'humanité sous tous ses aspects et dans tous les efforts qu'elle fait pour remplir les conditions de son existence, est intimement liée aux nécessités sociales du monde actuel, et il doit être habile et infatigable l'ouvrier qui réunira les pierres et les matériaux nécessaires à la reconstruction de l'édifice ruiné. C'est pour cela que je l'ai dite au début de mon propos science éminemment sociale¹⁹. » On a là l'expression essentielle : « *desmonorado edificio* », édifice ruiné, bouleversé. Il s'agit bien entendu de l'Europe post-révolutionnaire et, plus particulièrement, de l'Espagne d'après 1833. Nous voilà au cœur de l'esprit des historiens du XIX^e siècle, depuis les français Augustin Thierry et François Guizot, jusqu'à nos auteurs espagnols. D'où aussi cette insistance sur le politique, sur la civilisation comme équilibre en perpétuel devenir des pouvoirs – États, Église, aristocraties, bourgeoisies, villes, campagnes, familles... – qui permet soit de reconstruire historiquement des « Anciens régimes²⁰ », soit de retrouver dans le passé des témoignages qui anticipaient la lutte contemporaine pour la liberté – ainsi en est-il de l'épisode des *Comunidades* dans le cas espagnol.

- 13 Pourtant, Moron n'a pu mener à bien son projet. Son histoire de la civilisation en Espagne qui comporte six tomes, s'achève au milieu du XV^e siècle. Mais son œuvre, épuisée rapidement, a été rééditée en 1875 et demeure une référence, signe qu'elle répondait, comme l'espérait l'auteur, à une attente sociale, celle notamment des auditeurs de ses conférences au Liceo de Valence ou à l'Ateneo de Madrid. Préoccupé par la légitimation d'équilibres historico-politiques dans lesquels il voit un modèle d'organisation du pouvoir, Moron, à l'image de nombreux auteurs romantiques, insiste sur la période médiévale qu'il comprend comme une lutte acharnée entre l'aristocratie et la monarchie, celle-ci représentant, avec l'Église, les intérêts du peuple. Pourquoi ? Comme l'Église, elle lutte contre des privilèges personnels. Comme l'Église, elle représente un principe universel face aux tensions sécessionnistes de l'aristocratie. Église et monarchie concourent à la formation de la nation. Déjà, derrière le cours d'histoire, apparaît le

principe de la souveraineté nationale, revendication essentielle du débat politique contemporain. Mais ces temps médiévaux organisaient aussi cette souveraineté : l'autonomie municipale donnait à tous le sentiment de participation, tandis que la monarchie prenait en charge l'intérêt général. Histoire ou construction imaginaire ?

- 14 L'accent toujours mis sur le règne des Rois Catholiques, apogée de l'Espagne, relève sûrement de la deuxième catégorie. En outre, le caractère engagé de cette histoire du XIX^e siècle, conduisait les auteurs à connoter négativement la période Habsbourg. Les jeunes romantiques firent du meneur des *Comunidades* de Castille, Padilla, un héros dramatique par excellence. Soulèvement du peuple espagnol contre un pouvoir étranger, les *Comunidades* semblent la dernière manifestation de l'idéal médiéval de « monarchie démocratique », en même temps que la première expression moderne d'un nationalisme espagnol, ici castillan.
- 15 On le pressent donc, tout dans ces histoires de l'Espagne écrites au XIX^e siècle renvoie aux enjeux fondamentaux de la politique contemporaine : réalité de la souveraineté, pouvoirs de la monarchie, relations entre l'État et l'Église, définition du corps politique, fonction du parlement. Tout est relu, ou presque, en fonction de cette grille. Une recherche sur l'histoire dans la culture politique espagnole du règne d'Isabelle II, telle que j'entends la mener, s'appuiera ainsi sur la lecture attentive des écrits historiques des hommes politiques pour tenter d'établir la genèse d'une mémoire historique, profondément nationaliste, mais aussi fracturée parce que s'étant constituée sur la rupture essentielle entre Ancien Régime et libéralisme politique. Elle devra aussi – notamment à travers l'étude des discours parlementaires – analyser la fonction rhétorique de l'exemple historique. Enfin, elle tentera d'établir, au-delà des similitudes intellectuelles, les réseaux humains qui faisaient de cette histoire, comme nous l'avons dit au début de cette intervention, une pratique culturelle autant qu'une culture politique.

NOTES

1. Voir à ce sujet les travaux de Ruiz Salvador.
2. Moreno Alonso (Manuel), *Historiografía romántica española, Introducción al estudio de la historia en el siglo XIX*, Seville, 1979, p. 179, note 4.
3. Jover Zamora (José-Maria), *La civilización española a mediados del siglo XIX*, Madrid, 1992, p. 153.
4. *Ibid.*, p. 153-65.
5. Donoso Cortes écrit à la fin de son article : « Entre tanto, no puedo menos de recomendar encarecidamente la lectura de una obra que merece un alto lugar entre las pocas graves publicadas en lo que va corriendo de este siglo. », *Obras Completas*, t. II, p. 30, ed. de Carlos Valverde, BAC, Madrid, 1972.
6. Peut-être cette tendance est-elle propre à toute philosophie de l'histoire, et à ceux qui seraient tentés de sourire de cette « naïveté » du siècle passé, je rappellerai les récents débats qui ont marqué le monde culturel américain, puis occidental, à propos du livre de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, 1991.
7. Díez del Corral (Luis), *El liberalismo doctrinario*, Madrid, 1956.

8. Explication que Donoso Cortes a lui-même contribué à diffuser. Dans sa correspondance, il fait de la mort de son frère, en 1847, l'événement décisif de ce « retour vers Dieu ». Donoso fait ici allusion à un changement de pratique. C'est une conversion en ce sens que tout désormais est placé sous le regard de Dieu et que le monde et ses pratiques sont rejetés ; mais sur le plan intellectuel et idéologique, cette « conversion » éclaire sa réflexion parce qu'elle nomme ce qu'il percevait plus ou moins confusément comme le fondement de tout.
9. « De la mis na manera que para explicar a la Humanidad es necesario remontarse hasta el primer hombre, y de este hasta el primer angel, y de este hasta Dios, para explicar completamente una civilizacion particular es necesario remonstrarse de civilizacion en civilizacion hasta llegar a la civilizacion primitiva del genero humano. Todo lo que es primitivo es oriental, asi lo dicen la geologia, la filosofia y la voz de las tradiciones. » Fermin Gonzalo Moron, « Curso de historia de la civilizacion de España », O. C., t. II, p. 19-20. « Pasion por la democracia y su amor a la Monarquía », *ibid.*, p. 26.
10. « España conservo siempre en todas sus vicisitudes su pasion por la democracia y su amor a la Monarquía », *ibid.*, p. 26.
11. « De la monarquía absoluta en Espana », O.C., t. I, p. 526-80.
12. *Ibid.*, p. 578.
13. « Estudios sobre la Historia », O. C., t. II, p. 226-77. Voir aussi son « Discurso sobre la Biblia », O. C., t. II, p. 278-300.
14. « Destinada la historia de servir al hombre de luminoso faro para marchar a traves de la obscuridad y del error hacia el completo desarrollo y mejora de su existencia individual y politica », Fermin Gonzalo Moron, *Curso de historia de la civilizacion de Espana*, Madrid, 1841, t. I, p. 7.
15. *Ibid.*, p. 11
16. « Llamada en este siglo nuestra nacion a una reorganizacion politica, yo procurare en el analisis filosofico y detallado de la civilizacion de España señalar lo que es digno de veneracion y de respeto, y lo que exige supresion o reforma », *ibid.*, p. 232.
17. *Ibid.*, pp. 52-4.
18. « Los pueblos no se civilizan con decretos, como hombres que se juzgan aptos para gobernar por haber leído la Republica de Platon o alguna teoria francesa ; y los progresos en la legislacion y en la administracion no se improvisan, ni se aprenden por mero instinto, ni antipatia contra lo pasado : son obra del trabajo de los esfuerzos intelectuales por comprender la naturaleza humana en su abstraccion y en su desarrollo historico », *ibid.*, p. 56-7.
19. « La filosofia de la historia que examina lo pasado, que señala a este su valor con miras sobre el porvenir, que estudia la marcha de la humanidad bajo todas sus fases, y en todos los esfuerzos que hace por llenar las condiciones de su existencia, se halla en intime conexion con las necesidades sociales del mundo actual y debe ser habil e infatigable el obrero que reuna las piedras y los materiales necesarios a reconstruir el desmonorado edificio. Por eso la llame al principio ciencia eminente social. », *ibid.*, p. 58-9.
20. François Furet, « L'idée de République et l'histoire de France au XIX^e siècle », *Le siècle de l'avènement républicain*, sous la direct. de François Furet et Mona Ozouf, Paris, 1993, p. 287-312.